

À propos de la méthode de Gramsci, de l'historiographie à la science politique

Alessandro Pizzorno

Citer ce document / Cite this document :

Pizzorno Alessandro. À propos de la méthode de Gramsci, de l'historiographie à la science politique. In: L'Homme et la société, N. 8, 1968. Au dossier de la révolte étudiante. pp. 161-171.

doi : 10.3406/homso.1968.3113

http://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1968_num_8_1_3113

Document généré le 16/10/2015

à propos de la méthode de gramsci de l'historiographie à la science politique

ALESSANDRO PIZZORNO

1. Dans *Quelques aspects de la question méridionale*, Gramsci analyse la situation politique italienne avant la première guerre mondiale de la façon suivante : à la fin du siècle, la bourgeoisie italienne se trouva devant la menace, peut-être pas d'une alliance à proprement parler entre paysans méridionaux et ouvriers du nord, mais pour le moins d'une insurrection simultanée de ces deux forces. « *L'insurrection des paysans siciliens en 1894 et l'insurrection de Milan en 1898 furent des événements cruciaux pour la bourgeoisie italienne* ». Si elle voulait conserver le pouvoir, la bourgeoisie se trouvait contrainte à un choix : chercher des alliés chez les paysans méridionaux, ou bien les chercher parmi les ouvriers du nord. La première solution imposait les mesures suivantes : franchises douanières, suffrage universel, décentralisation administrative, abaissement des prix des produits industriels. La seconde : protectionnisme, maintien du centralisme de l'Etat, politique de réforme des salaires et liberté syndicale (augmentation des salaires et reconnaissance de l'interlocuteur syndical). La bourgeoisie opta pour la seconde solution, incarnée par Giolitti. Mais l'alliance avec Giolitti provoqua une crise dans le parti socialiste. Le courant d'opposition au réformisme, en particulier chez les intellectuels qui adhèrent au syndicalisme révolutionnaire, exprime les positions et les nécessités objectives

des paysans du sud. En même temps, le développement du capitalisme du nord et ses répercussions sur l'agriculture entraîne l'expansion d'une catégorie sociale qui commence à jouer un rôle actif : les paysans du nord. La crise est ouverte au sein du P.S.I. en raison de la politique réformiste du parti et de l'alliance avec Giolitti. Celui-ci choisit alors l'alliance avec les forces catholiques rurales du nord (pacte Gentiloni).

Voyons le cadre général. Gramsci considère les sujets historiques suivants : la bourgeoisie italienne; les ouvriers du nord; les grands propriétaires terriens du sud; les paysans du nord; les paysans du sud. Ces sujets historiques sont définis soit d'après leur position dans les rapports de production (bourgeois, ouvriers, propriétaires terriens, paysans); soit d'après leur position géographique et nationale — ce que nous pourrions appeler aujourd'hui d'une façon plus large leur appartenance *culturelle* (nord ou sud). Ces sujets historiques agissent par l'intermédiaire de leurs représentants politiques; mais on peut distinguer des rapports de deux espèces, entre ces sujets et leurs représentants. Certains ont avec leurs représentants une correspondance *nécessaire* : la bourgeoisie industrielle (laquelle à cette époque ne semble pas trouver d'autre représentant possible que Giolitti), et les grands propriétaires terriens. Pour ces sujets, il semble que l'on puisse dire

qu'ils ne peuvent agir autrement qu'ils ne font. D'autres par contre se trouvent placés devant une alternative, pouvant être représentés par deux groupes politiques différents. Les ouvriers du nord peuvent choisir pour représentants les socialistes réformistes ou les révolutionnaires; les paysans du nord, les catholiques ou les socialistes révolutionnaires; les paysans du sud, les propriétaires, leurs patrons, ou les socialistes révolutionnaires.

Ce sont ainsi les groupes sociaux subalternes qui ont à opérer un choix pour leur représentation, donc pour leur action politique. Or, l'un des termes de l'alternative est, dans les trois cas examinés, la solution révolutionnaire.

Ces conclusions ne surprendront personne : Gramsci était un politique, et de plus un révolutionnaire. Il est normal qu'il ait vu dans l'histoire certains choix d'action possible, et qu'il ait attribué ces possibilités de choix aux classes que lui-même et son parti se proposaient d'organiser et de guider d'une façon différant de ce qui s'était fait jusqu'alors. Mais d'un point de vue méthodologique, le problème demeure : comment se fait-il que l'action de certaines classes, de certains groupes sociaux soit prévisible, et que celle d'autres groupes ne le soit pas? Notons encore ceci, qui peut nous donner un début d'orientation quant à la nature de la politique : les classes auxquelles appartiennent ceux qui n'ont aucun choix dans leur action économique sont les seules classes possédant une faculté de choix dans le domaine politique.

En poursuivant l'analyse, nous noterons une autre particularité : certains objectifs de ces sujets historiques exigent la médiation des représentants politiques; d'autres objectifs relèvent directement de l'action économique. En d'autres termes, il existe des buts que l'on n'atteint qu'en passant par l'Etat, et d'autres accessibles grâce au jeu des forces économiques et des rapports contractuels.

Du premier type : le protectionnisme, la centralisation administrative (dans la mesure où elle favorise les intérêts de la bourgeoisie industrielle). Du second type : la concentration de l'épargne, qui est de l'intérêt de la bourgeoisie industrielle, les hauts salaires et les libertés syndicales, qui sont de l'intérêt des ouvriers du nord.

Il s'ensuit que les groupes sociaux

peuvent selon les cas se servir de l'Etat pour atteindre leurs buts, ou bien s'en passer. Lorsque ces groupes ont besoin de l'Etat, ils peuvent en outre se proposer l'Etat lui-même — sa conquête — comme objectif; mais ils peuvent aussi utiliser l'appareil d'Etat pour d'autres fins. Ces deux types d'opérations sont distincts et par là-même relativement autonomes.

La rédaction de ce travail sur la question méridionale fut interrompue par l'arrestation de Gramsci. Outre ce fait symbolique, on peut le considérer comme une œuvre de transition (1) entre les travaux dictés par l'urgence de l'action et ceux où Gramsci s'exprimera de façon définitive. Il reprendra le même type d'analyse, mais en envisageant une période de temps plus ample, dans les œuvres écrites en prison et consacrées à la révision de l'historiographie du Risorgimento.

2. Les pages 55 à 104 du *Risorgimento* ont, directement ou non, suscité une énorme littérature historiographique, et un débat qui s'étendit sur des années, avec intervention de penseurs étrangers. On peut exposer ces pages en utilisant deux langages très différents — le premier appartenant à ce que nous appellerons l'historiographie économique, et le second à la science politique (ou *science de la politique* comme Gramsci aimait à l'appeler, suivi en cela par notre Ministère de l'Instruction). Et selon que l'on utilisera pour cet exposé l'une ou l'autre version, nous obtiendrons des modèles de recherches ultérieures très différents l'un de l'autre.

La première version serait celle-ci : pour donner au Risorgimento un caractère politiquement et économiquement progressiste, les révolutionnaires italiens auraient dû solliciter l'alliance des masses paysannes; dans ce but, ils auraient dû proposer, et mettre en œuvre après la conquête du pouvoir, un programme de réforme agraire comportant l'extension de la petite propriété. Le nouvel

(1) Dans A. Gramsci, *La Questione meridionale*, Rome, 1966. Dans l'introduction, F. De Felice et V. Parlato donnent à cet ouvrage — à juste titre me semble-t-il, — le sens d'un véritable tournant dans le développement théorique de Gramsci. G. Fiori est du même avis; voir sa *Vie d'Antonio Gramsci*, Bari, 1966, p. 241. Ce point nous intéresse parce qu'il confirme par d'autres voies, que c'est à partir de problèmes de recherche historiographique restés sans solution que Gramsci commence à analyser certains concepts qui deviendront plus tard thèmes d'élaboration théorique autonome.

Etat se serait ainsi assuré l'appui et la coopération démocratique des paysans; la bourgeoisie aurait pu alors mener une politique de développement économique.

Ce schéma fut attaqué par Frédéric Chabod, d'abord, puis par Rosario Romeo. Romeo mena ses recherches historiques dans le but de le réfuter (2), il en fit sa tête de turc, au cours de toute une série de polémiques qui engagèrent la jeune historiographie marxiste.

A l'occasion de cette polémique, on se demanda si l'extension de la propriété paysanne aurait permis l'afflux de l'épargne rurale vers les villes; si la transformation de la configuration sociale aurait maintenu au même niveau, ou probablement accru (telle était la thèse, juste, de Luciano Cafagna) la productivité agricole; et d'autres problèmes du même type. Puis, dans des commentaires ultérieurs, le débat se déplaça, s'attachant davantage au concept d'accumulation primitive — concept employé par Romeo, critiqué en cela par Gerschenkron. Le problème que l'on posait là était celui des débuts de l'industrialisation en Italie; et l'on s'intéressa particulièrement aux années 80 et à la grande expansion postérieure à 1896. On ne parla plus de réforme agraire non réalisée, on oublia le problème qui avait suscité le débat — si ce n'est pour le baptiser de ce titre superficiel : le débat sur le Risorgimento conçu comme révolution agraire inaccomplie.

Le débat méritait de s'éteindre ainsi. Ce qui fut le plus important des débats historiographiques de l'après-guerre en Italie était né en effet d'une double erreur — dans les termes et dans les concepts. Tout d'abord, Gramsci n'avait jamais soutenu une telle thèse. En second lieu, on ne pouvait y voir une thèse historiographique.

Ce n'était pas là la thèse de Gramsci — toute la discussion sur l'interruption de l'afflux de l'épargne rurale vers les villes, etc., était par conséquent hors du sujet; et on pourrait démontrer cette erreur surtout en procédant à une analyse des textes de Gramsci (ce n'est pas ici le lieu de le faire); mais ce serait d'un mince intérêt, je le montrerai plus

(2) Se trouve maintenant dans *Risorgimento e Capitalismo*, Bari, 1959. Pour une vue d'ensemble du débat, voir également *La formazione dell'Italia industriale*, publié sous la direction de A. Caracciolo, Bari, 1963.

loin (3). En second lieu, on peut rapprocher les observations historiques de Gramsci de ses analyses de catégories théoriques (dans des écrits ultérieurs, rassemblés dans le *Machiavel*), évidemment identiques à celles qui, implicitement ou explicitement, le guidaient dans son observation des faits. Il s'agit donc de comprendre que Gramsci n'avait nullement l'intention d'introduire de nouveaux schémas d'interprétation de l'histoire économique; il cherchait de nouveaux schémas pour l'histoire politique. Et on le comprit dans les années mêmes de la polémique. Très justement, Renato Zangheri note que « le problème que se pose Gramsci n'est pas essentiellement celui des rapports sociaux dans les campagnes et de la non-transformation de ces rapports », mais celui de l'hégémonie politique et intellectuelle du groupe dirigeant modéré (4). De même Gerschenkron, qui eut le mérite de replacer le débat autour du concept d'accumulation primitive et du problème des origines de l'industrialisation, observe que « la thèse de Romeo se présente comme une réfutation de celle de Gramsci », mais qu'en réalité « il est probablement plus juste d'affirmer que Romeo ne pouvait pas réfuter Gramsci parce qu'il s'intéressait à des choses différentes (5) ». Mais ces observations ne trouvèrent pas d'audience — du moins ne furent-elles pas discutées; en effet le climat intellectuel de ces années-là était tel qu'on supportait mal les discussions portant sur les catégories floues de l'histoire éthique et politique; on voulait saisir des concepts plus précis, plus élaborés, ceux par exemple que pouvait fournir la théorie économique du développement; on souhaitait, grâce à ces concepts, accéder à l'étude des structures — étude que, Gerschenkron et d'autres le soulignaient

(3) Pour une analyse de ce qu'était la pensée de Gramsci, également d'un point de vue économique, voir D. Tomasi, dans l'ouvrage dirigé par A. Caracciolo, *op. cit.* p. 185 et sqq. A rapprocher, même s'il s'agit d'une autre période historique, de la réaction de Gramsci dans *Quelques aspects...* — contre ceux qui lui avaient attribué l'idée de diviser les latifundia.

(4) Dans *Studi Gramsciani*, Rome, 1958, p. 370-371.

(5) Se trouve maintenant dans *Il problema storico dell'arretratezza economica*, Turin, 1965, p. 64. On pourrait citer des passages d'autres auteurs, comme par exemple Togliatti dans *Studi Gramsciani*, *op. cit.*, p. 431; L. Dal Pane, dans l'ouvrage de A. Caracciolo, *op. cit.*, p. 104. La chose semble aujourd'hui admise, comme l'indiquent De Felice et Parlato dans l'introduction que nous avons citée, p. 30-32.

ironiquement, les marxistes précisément avaient négligée (6). Il ne fait pas de doute que ce soit là une réaction salutaire, et que nous devons savoir gré à Romeo d'avoir secoué des habitudes. Mais il y avait aussi le danger de jeter le bébé avec l'eau du bain. Et ce qu'était en l'occurrence le bébé, c'est ce que nous essaierons de montrer plus loin. Mais il faut d'abord définir la seconde erreur, celle qui porte sur les concepts.

La thèse de la réforme agraire non accomplie n'était pas une thèse historiographique, et ne pouvait poser un véritable problème historiographique. Non pas qu'on n'ait pas le droit de traiter l'histoire avec des *si*; mais à partir du moment où l'on formule des *si*, on quitte le terrain de l'historiographie pour passer à celui de la théorie; on passe à des propositions qui concernent les théories spécifiques des sciences sociales : théorie économique, théorie politique, théorie sociologique, etc. (7). Un problème historiographique est toujours un problème d'*identification* de sujets historiques, et d'*attribution* d'actions historiques à tels ou tels sujets historiques. Ce ne peut être le problème de savoir qu'elles auraient été les conséquences dans le cas où certains sujets historiques auraient agi de façon différente. C'est un problème que l'on peut se poser avec fruit, mais qu'il faut alors poser sur le mode de la généralisation : quels *types* d'effets se produisent lorsque certains *types* de sujets historiques agissent d'une certaine façon, et quels autres types d'effets lorsque ces sujets agissent d'une autre façon. La définition des types est alors fonction de la théorie que l'on veut vérifier.

Il ne peut en être autrement, et nous n'en voulons pour preuve que ce fait, que dans le débat que nous venons d'esquisser, les problèmes débattus furent en fin de compte des problèmes théoriques (les conditions de l'accumulation, de l'augmentation ou de la diminution

de la productivité paysanne, etc.). Mais si l'on ne prend pas conscience de ce fait d'un point de vue méthodologique, on ne comprend pas que ce type de conceptualisation n'était qu'un de ceux qui pouvaient servir à poser dans des termes corrects le problème soulevé par Gramsci; c'était en outre, de tous, celui qui se situait le plus loin des préoccupations de Gramsci lui-même. Dans le texte controversé comme dans le reste de son œuvre, on ne trouverait guère de vues originales amenant à aborder des questions de théorie du développement économique.

On peut donc exposer d'une autre manière la thèse de Gramsci sur le Risorgimento. Dans un processus de formation d'un nouvel Etat national tel que notre Risorgimento, on observe l'action de deux forces politiques, dont l'une (nos *modérés*) est l'expression directe des classes au pouvoir dans la société civile, et l'autre (notre *Partito d'Azione*), tout en faisant partie de l'opposition politique, appartient fondamentalement aux mêmes couches sociales et culturelles de moyenne et haute bourgeoisie urbaine. Les modérés constituent un bloc organiquement soudé à la classe dont ils sont les représentants; c'est une avant-garde organique de cette classe; on dirait aujourd'hui qu'ils en sont les dirigeants *naturels*. Cette nature leur permet d'exercer l'*hégémonie*, c'est-à-dire une force d'attraction, un véritable rôle de *direction* vis-à-vis de leurs adversaires politiques; ce pouvoir se manifeste dans la capacité de créer une solidarité entre tous les intellectuels (en utilisant entre autre les possibilités d'emplois administratifs et d'enseignement): dans la possibilité aussi d'assimiler les dirigeants politiques des autres partis grâce au phénomène du transformisme. Sur certaines classes, en l'occurrence les paysans, ils n'exercent pas d'attraction, mais une domination : ils les excluent de la société politique et les gouvernent, si c'est nécessaire, au moyen de la police — préférant dans la mesure du possible utiliser le clergé. Mais dans le cas qui nous intéresse, ils se heurtèrent au problème que représentait la question vaticane. Pour échapper à cette direction-attraction, et pour réaliser ses buts de révolution démocratique, le Parti d'Action doit devenir le représentant de la classe paysanne laquelle, bien qu'exclue de la société politique, constitue la plus grande partie de la société nationale. Il peut y réussir a) en proposant un pro-

(6) Dans ce sens, voir A. Caracciolo, *op. cit.*, p. 11 et sqq.; celui-ci cependant se signale par les aspects négatifs.

(7) On passe au terrain de la théorie et non à celui de la pratique comme semble l'affirmer Romeo en différents passages, avec des restes de terminologie hérités de Croce. Si la thèse (théorie) de Gramsci était *pratique* (Gramsci a toujours reconnu cet emploi de l'analyse théorique aux fins d'une théorie de l'action politique), l'opération inverse de Romeo, qui voulait démontrer la fausseté de cette thèse, l'était tout autant.

gramme qui non seulement exprime les revendications des classes exclues, mais qui prévoit aussi leurs besoins à venir dans le cadre d'une future gestion de l'État (donc pas nécessairement un programme de diffusion de la petite propriété); b) en soudant ensemble, en une organisation unique les cadres intellectuels et la base des classes exclues. Si une telle opération se réalise, la conséquence en est probablement une crise organique, c'est-à-dire la rupture de la relation de représentation naturelle entre les groupes sociaux et leurs partis. Il est probable que de telles crises organiques se produisent lorsque des masses politiquement passives sont incitées à avancer de nouvelles revendications (8) (en d'autres termes, lorsque des besoins latents des masses sont transformés en revendications politiques). Dans de telles situations, un bouleversement révolutionnaire des rapports de pouvoir, le début d'une nouvelle politique sont possibles. Les Jacobins français l'avaient en partie réalisé dans une situation d'un type analogue.

Un tel ensemble de circonstances pouvait-il se retrouver dans le Risorgimento italien? Après ce que nous avons dit plus haut, le problème devient académique. Gramsci lui-même indique les deux facteurs qui ont empêché qu'il en soit ainsi : une situation internationale qui rendait difficile sinon impossible tout mouvement démocratique autonome; la *méfiance* de nos démocrates envers la *plèbe*. Ce second facteur, qui n'était que formel, aurait peut-être pu se modifier; mais en fait, il provenait de la base idéologique du Parti d'Action. Le Parti d'Action en effet s'était constitué en se donnant pour but l'unification nationale — ce qu'avaient réalisé les modérés; et ce but n'était pas celui des masses paysannes. Pour se rapprocher d'elles, le Parti d'Action aurait dû dans un certain sens perdre son identité, s'organiser en parti de masse d'un type nouveau. Ceci ne veut évidemment pas dire donner raison aux modérés, si par *donner raison* à un sujet historique on entend le prendre pour modèle dans des circonstances de *type* correspondant.

Mais il est plus utile ici d'abandonner complètement la question spécifique d'une hypothèse historique différente

pour le Risorgimento. Quels sont par contre les problèmes que Gramsci laisse ouverts, lorsqu'il formule d'une manière générale son hypothèse? Comment utiliser maintenant les concepts dont il se sert dans son analyse historique, ou bien ceux qu'il développera, de façon délibérément théorique dans son *Machiavel*?

3. Les questions posées par Gramsci dans ses analyses historiques, et qui restent à débattre, sont en gros les suivantes : quand et dans quelles conditions y a-t-il rapport *organique* entre représentants et représentés, et quand n'y en a-t-il pas? Dans quelles conditions y a-t-il choix possible de représentation, donc d'action, pour certains sujets historiques? Comment (selon quels critères) peut-on déterminer la base sociale des sujets historiques? Et d'une façon plus précise : est-il possible de définir des sujets historiques non seulement en se servant de leurs positions dans le système des rapports de production, mais aussi selon d'autres critères (nationaux, religieux — culturels au sens large)?

Enfin, quelle est la nature de la réflexion qui amène à répondre à de telles questions? En d'autres termes, est-il légitime, d'un point de vue méthodologique, d'élaborer des catégories abstraites applicables à différents cas historiques spécifiques : hégémonie, crise organique, coalition historique, et d'autres encore que Gramsci nous propose?

Pour répondre à ces questions de façon exhaustive, il faudrait exposer la théorie politique de Gramsci tout entière, et ce n'est évidemment pas possible ici. Nous nous proposons un but plus limité : indiquer certaines lignes convergentes du système de concepts de Gramsci et de celui des sciences sociales d'aujourd'hui, et les enrichissements que l'on peut tirer de cette comparaison. Nous voudrions en outre montrer comment Gramsci avait besoin de cette conceptualisation pour donner une réponse (même s'il n'a pas donné explicitement cette réponse) aux problèmes méthodologiques que posaient ses recherches et ses observations historiographiques.

On pense maintenant en général que la notion de *bloc historique* constitue l'un des éléments les plus importants de la pensée de Gramsci. Mais on a tendance à y voir davantage l'idée du lien, de l'interaction entre structure et superstructure — donc une façon d'écartier de difficiles analyses des racines struc-

(8) On trouve ce dernier élément dans *Machiavel*, 50, et non pas dans le passage cité du *Risorgimento*.

turelles d'une situation politique — que le point de départ d'une analyse : l'analyse de la façon dont un système de valeurs culturelles (ce que Gramsci appelle idéologie) imprègne, se répand, *socialise* et *intègre* un système social. On peut observer une correspondance quasi parfaite entre les descriptions généralisées, implicites dans la notion de bloc historique, d'hégémonie, de direction politique, d'idéologie, de la fonction des intellectuels, et certaines descriptions généralisées de la sociologie et de la science politique d'aujourd'hui. Gramsci prévoit de façon surprenante la façon de traiter le problème de l'adhésion, celui de la fonction intégratrice et des modes de diffusion des valeurs culturelles, caractéristiques du fonctionnalisme américain des années 50. Du point de vue de l'histoire des idées, ce fait s'explique probablement par l'influence de Durkheim que Gramsci avait inconsciemment subie à travers Sorel, qui en est fortement imprégné. On peut en dire autant des analogies, que nous montrerons plus loin, entre la notion, selon Durkheim, des enthousiasmes collectifs, et celle, selon Gramsci, de crise organique. Lorsque Gramsci médite son expérience de sociétés telles que la société italienne, ou russe, où d'antiques traditions culturelles et la faible diffusion de l'instruction rendent particulièrement important le rôle de l'intellectuel, il peut sembler parfois que dans cette transmission des valeurs, il donne trop d'importance aux intellectuels, à l'élaboration culturelle consciente, à la culture organisée. Mais d'autres indications de Gramsci montrent au contraire quelle attention il voulait que l'on accordât aux phénomènes infimes, quotidiens, *structurels* en quelque sorte, de la vie collective; témoin ce passage dans lequel il préconise l'étude des moyens par lesquels la classe dominante organise la conservation et la pénétration de son idéologie (conception du monde, système de valeurs) : après avoir mentionné la presse, les écoles, les bibliothèques, les cercles, les clubs, il souligne l'importance de l'architecture, de la disposition des rues et de leurs noms (9). Et on y sent presque un écho de certaines études sociologiques de l'école de Durkheim, du début du xx^e siècle, celles de Maunier par exemple (10), et en même

temps l'annonce de certains courants des écologistes culturalistes, Firey par exemple (11). Tout ceci Gramsci le disait de façon d'ailleurs implicite en affirmant que lorsque les idéologies prennent « *la solidité des croyances populaires* » (selon l'expression même de Marx), alors un bloc social se constitue : le bloc historique (et ceci a lieu dans un système social intégré) (12). De même lorsqu'il écrit cet *implicitement* de la définition de l'idéologie : « *conception du monde qui se manifeste implicitement dans l'art, dans le droit, dans l'activité économique, dans toutes les manifestations de vie, individuelles et collectives* (13) ». A ce propos, notons que cette notion de l'activité économique, manifestation de l'idéologie, mériterait aussi d'être approfondie.

Dans les études sur les écrits de Gramsci appartenant à la première période, les conséquences essentielles des principes que nous venons d'énoncer concernent le dépassement de l'économisme. On peut les résumer par cette proposition de Gramsci : les fluctuations de la politique et de l'idéologie ne sont pas compréhensibles si on les considère uniquement comme des expressions de la structure (14). Une autre conséquence, plus subtile mais tout aussi importante, resta par contre dans l'ombre parce qu'elle risquait de blesser les intellectuels. Gramsci l'exprime ainsi : bien souvent des actes politiques et des doctrines idéologiques ont une nécessité autonome, qui tient au besoin de donner à un parti, à un groupe, à une société, une *cohérence*, de créer des principes de *distinction et de cohésion interne*. (N.D.L.R. — Les italiques sont de l'auteur de l'article : A. P.). On ne peut sans doute trouver aucune relation entre la structure sociale de l'Orient byzantin et la doctrine selon laquelle le Saint Esprit procède seulement du Père; ou entre la structure sociale de l'Occident romain et la doctrine selon laquelle il procède aussi du Fils; à comparer leurs structures sociales, ces deux mondes pouvaient produire les doctrines inverses (15). Il faut plutôt chercher la nécessité de ces propositions idéologi-

(9) P. 172.

(10) *La fonction et l'origine économique des villes*, Paris, 1910.

(11) *Land Use in Central Boston, Cambridge, Mass.*, 1947.

(12) M.S. 49.

(13) M.S. 7.

(14) M.S. 97.

(15) *Ibid.*

ques (et nous pourrions ajouter aujourd'hui, d'une façon structuraliste) dans des structures indépendantes qui sont celles des idéologies.

Mais c'est ailleurs que réside l'apport original de Gramsci. C'est dans le fait de ne jamais perdre de vue les rapports de classe, même lorsqu'il élabore la théorie de l'intégration (hégémonie, idéologie, bloc historique). Nous pouvons l'énoncer de la façon suivante : une situation intégrée, de représentation organique, n'est normalement réalisée que par les classes dirigeantes, grâce au rapport organique entre Etat et société civile (16) — grâce à ce rapport qui fait que la société politique représente effectivement les intérêts de la classe dirigeante, et que celle-ci est en mesure de se servir des instruments de l'hégémonie pour s'attacher les intellectuels et diriger les autres groupes de la société dont elle s'assure l'adhésion. Mais à l'intérieur de ces rapports organiques, l'idéologie intégratrice, même lorsqu'elle réalise l'unité de la majorité ou de l'ensemble de la société, reste l'idéologie de la classe dominante. Attirées ou consentantes, ou simplement exclues de la société politique, les classes subalternes ne sont pas réellement unifiées; leur histoire, même si elle est étroitement liée à celle de la société civile, est une fonction sans liens, ou ne comportant que des liens intermittents avec la société civile et avec l'Etat (17). Ces classes sont donc potentiellement un élément de désagrégation des rapports organiques, éléments qui peuvent intervenir activement lorsque deux circonstances se réalisent : une crise organique; la présence d'une formation sociale nouvelle (en général le parti) revendiquant l'autonomie intégrale des classes subalternes, capable d'exercer une hégémonie, de créer « *de nouvelles valeurs historiques et institutionnelles* » (18), et créant un bloc historique opposé, le noyau d'un Etat. Mais la condition préliminaire est la crise organique entre les groupes sociaux et leurs partis, entre les bases sociales et les acteurs historiques qu'elles engendrent.

Cette notion de crise organique est peut-être l'élément le plus intéressant de la théorie politique de Gramsci. Il est étonnant qu'elle n'ait pas fait l'objet

d'approfondissements, à ma connaissance, en dépit de la surabondante littérature qui existe sur Gramsci. Seul Palmiro Togliatti, dans *Gramsci et le léninisme* reconnaît à juste titre que « *Gramsci pose pour base de toute sa pensée et de toute son action ultérieure* » la notion des modifications et du renversement des rapports de pouvoir dans la société, de la rupture du bloc historique dominant et de la création révolutionnaire d'un bloc nouveau (19). Mais ceci dit, Togliatti passe à l'examen de la façon dont Gramsci concevait la solution de la crise organique et les moyens d'en sortir — ce qui lui permet de centrer l'attention sur la fonction du parti de la classe ouvrière, de l'*intellectuel collectif*, etc. Pas un mot sur la question évidemment préliminaire, celle des conditions dans lesquelles une crise organique est possible. On ne trouve qu'une phrase vague : « *Les conditions mêmes du monde capitaliste, parvenu au stade de l'impérialisme, créent les conditions générales de la rupture révolutionnaire, mais dans chaque pays, la rupture a ses conditions particulières qui naissent de son histoire* » (20). Or non seulement dans l'œuvre de Gramsci on peut trouver une documentation très abondante sur des situations de crise organique mais encore cette documentation même dément la double affirmation de Togliatti : qu'une certaine phase historiquement circonscrite soit une condition de crise organique; et que ce concept ne puisse se définir dans des termes généraux applicables à différentes situations historiques spécifiques.

Que sont donc pour Gramsci les crises organiques? Tout d'abord, c'est une catégorie plus vaste que ne le laisserait supposer l'expression *rupture révolutionnaire* employée par Togliatti. La crise organique peut amener une révolution, mais elle peut aussi ouvrir la voie à la réaction; elle peut encore se résoudre en laissant le pouvoir entre les mains de qui le possédait auparavant. Et la crise peut présenter divers degrés d'ampleur et d'intensité.

Il y a normalement crise organique — crise d'hégémonie de la classe dirigeante, conflit entre représentants et représentés — « *soit parce que la classe dirigeante a échoué en quelque-une de ses grandes entreprises politiques pour la-*

(16) R. 191.

(17) *Ibid.*

(18) P. 57.

(19) *Studi Gramsciani*, cit., 427.

(20) *Op. cit.*, 430.

quelle elle avait demandé ou imposé par la force l'adhésion des masses (la guerre par exemple), soit parce que de grandes masses (en particulier des paysans et des petits bourgeois intellectuels) sont brusquement passées de la passivité politique à une certaine activité et élèvent des revendications qui, dans leur ensemble inorganique, constituent une révolution. On parle de crise de l'autorité, et c'est là précisément la crise de l'hégémonie, ou de crises de l'Etat dans son ensemble (21) ». Ce passage est admirable, et il décrit exactement les deux sortes de crises de la représentation : par le retrait de l'appui, de la mission de représentation; par brusque accroissement de la demande politique, des revendications. Le second cas relève de ce phénomène que dans la terminologie des études du développement on appelle mobilisation sociale : l'entrée plus ou moins soudaine et rapide de grandes masses de la population dans le système politique (par exemple l'extension du suffrage) ou économique-social (par exemple l'extension de l'économie monétaire, ou bien des processus de rapide urbanisation).

Mais tout aussi importante cette autre précision (évidente au sens commun, mais si difficile à admettre par la théorie politique) : le phénomène auquel une crise organique est le plus fréquemment liée est la guerre. Et c'est une notion constamment présente chez Gramsci. Le passage que nous venons de citer date de ses dernières années, mais on trouve déjà cette idée dans l'*Ordre Nouveau* du 2 août 1919 : « *Quatre années de tranchée et d'exploitation du sang ont radicalement transformé la psychologie des paysans. Cette transformation... est l'une des conditions essentielles de la révolution. Ce que l'industrialisation, par son processus normal de développement n'avait pas déclenché, la guerre l'a produit* (22) ». Gramsci fait quelques observations sociologiques incisives sur les effets de la guerre. On peut y distinguer trois catégories d'effets essentiels : a) la guerre mondiale, en mobilisant de grandes masses de la population paysanne, les a introduites dans le système politique, leur a fait connaître l'Etat — cette structure intermédiaire entre le village et l'univers,

qui étaient jusque-là pour les paysans les seules réalités par rapport auxquelles ils se situaient; b) la mobilisation et les années de guerre ont rompu l'isolement, la dispersion, le particularisme égoïste, ont forgé une âme commune, unitaire, ont permis une *expérience communiste* (sic), ont imposé des liens de solidarité collective; c) elles ont créé « *un nivellement des conditions d'exploitation des masses prolétariennes et semi-prolétariennes qui ont déterminé leurs effets révolutionnaires* (23) ». (N.D.L.R. — Les italiques sont de l'auteur de l'article, A. P.). Ces trois éléments : mobilisation et entrée des masses dans le système; formation d'une solidarité et de devoirs communs; création de secteurs égalitaires, de *nivellement* comme dit Gramsci face à des situations de types différents : guerre, conditions de travail, processus institutionnels — ces trois éléments caractérisent d'une façon générale les moments de crise organique. Lorsque dans son histoire du Risorgimento, Gramsci examine ce qu'il appelle (reprenant presque littéralement une expression de Durkheim), les « *moments de vie intensément collective* (24) » où une population se voit proposer une « *tâche commune, au moins en puissance* », où existe par conséquent la possibilité que se réalise « *une action et un mode d'action de caractère collectif (en profondeur et étendue) et unitaire* », il énumère vingt-six cas, qu'il classe sous les rubriques suivantes : guerres, révolutions, plébiscites, élections générales particulièrement importantes. Naturellement, dans les élections, ce qui intéresse Gramsci, ce n'est pas leur fonction institutionnelle, mais (et c'est une intuition sociologique) leur rôle mobilisateur. Il rappelle comment, après la réforme électorale, les élections de 1913 avait suscité « *la conviction mystique que tout serait changé après le vote, qu'il y aurait une véritable palingénésie sociale* (25) » et il note l'importance du fait qu'en une journée électorale comme celle de 1919, « *dans tout le territoire, en un seul jour, toute la partie la plus active du peuple italien se pose les mêmes questions et essaie de les résoudre dans sa conscience historique et politique* ». Naturellement l'importance de ces moments de vie intensément collective va-

(21) *Machiavel*, 50.(22) Maintenant dans *Questione meridionale*, 65.(23) *Op. cit.*, 63.

(24) R. 112.

(25) R. 113.

rie beaucoup, donc également leurs effets possibles. Mais tous recèlent en puissance la formation d'enthousiasmes et de volontés collectives; donc la création de nouvelles valeurs culturelles, et par là, un renouvellement des rapports entre un certain type de structure et un certain type de superstructure, qui entraîne un renouvellement des rapports encore représentés et représentants, ainsi que de la détermination des sujets d'action historique.

Sur un plan plus proprement philosophique, il serait intéressant de développer — ce que nous ne pouvons faire ici — le rapport entre ces notions et celle de *catharsis* qui est « *passage de l'économique à l'éthico-politique, c'est-à-dire élaboration supérieure de la structure, qui en fait une superstructure dans la conscience des hommes* »; cette *catharsis* est également « *passage de l'objectif au subjectif, de la nécessité à la liberté* (26) ». Il serait intéressant aussi de voir si la polarité entre périodes historiques de représentation organique et périodes historiques de crises et d'enthousiasmes collectifs reproduit d'une façon ou d'une autre la polarité entre élément économique et d'organisation et élément de passion politique, en tant que constituants analytiques de l'action politique.

La notion de crise organique sert à définir seulement une phase d'un processus qui admet une alternative historique; processus qui peut donc, selon les circonstances, avoir différentes issues. En présence d'une crise organique, la classe gouvernante traditionnelle peut voir rapidement le danger, rassembler ses différents représentants en un parti unique, réorganiser le pouvoir d'une manière ouvertement dictatoriale. Gramsci pensait évidemment ici à une crise se résolvant dans un sens fasciste. Ou bien, la classe gouvernante, incapable d'opérer son unification de façon stable, se choisit provisoirement un maître qui fait fonction de médiateur entre les différentes factions, et en même temps, entre classe dominante et classes subalternes. On a alors une solution *césariste*.

Pour qu'il y ait création de valeurs nouvelles et de formes historiques nouvelles, il faut au contraire que se créent des systèmes nouveaux de représentation organique (et d'hégémonie) — et

qu'ils soient créés par les classes subalternes. On sait que Gramsci, en des phases différentes, conçoit deux formes nouvelles de représentation des classes subalternes, et en même temps de préfiguration du nouvel Etat : les conseils et le parti. Durant les années 50, il y eut une controverse, qui se refléta sur le plan politique, sur le point de savoir si Gramsci donnait la préférence à l'une ou l'autre des deux solutions. Par exemple Togliatti dans l'ouvrage cité plus haut, affirme sans hésiter que la solution des *conseils* était une solution de circonstance, tandis que celle du *parti* était pour Gramsci, dès les années 20, l'unique solution de principe. Ce débat n'est évidemment pas ce qui nous intéresse ici; disons simplement que la solution des *conseils* est formulée à un moment de succès révolutionnaire; la solution du parti est proposée pour une période de guerre de position, selon la formule de Gramsci : une période sans perspective révolutionnaire immédiate. Cette solution se fonde donc d'une certaine manière sur l'hypothèse d'une *crise organique de longue durée*. Ce n'était pas une hypothèse contradictoire en soi, puisqu'une crise organique est destinée à s'apaiser et à se résoudre avec le temps; est-ce que cela peut se faire précisément grâce à l'action intégratrice du parti de la classe ouvrière? Voilà un autre point qu'il serait bon d'approfondir.

Il faudrait parler de la théorie de Gramsci concernant le parti; mais elle est trop complexe, elle a été analysée aussi de trop de points de vue différents pour que nous puissions la traiter en quelques phrases. Qu'il suffise de rappeler qu'elle donne leurs réponses aux problèmes posés au début de cet article, en ce sens que le parti est pour Gramsci une formation sociale d'un type nouveau; se constituant ainsi, il se libère au moins en partie des conditionnements structurels, débordant le rôle de simple représentant du groupe social qui le produit, dans la mesure où il exprime les besoins à venir de ce groupe, où il prévoit dans son ensemble un Etat à venir. Le parti est par conséquent une formation sociale qui dépasse, dans un sens universaliste les intérêts corporatifs d'une catégorie sociale donnée, et tend à annuler le système d'intérêts préexistants ou à créer un autre système fondé sur la recherche de valeurs nouvelles : les « *germes de volonté collec-*

(26) *Ibid.*

tive qui tendent à devenir universels et totaux. »

Pour le dernier problème que nous avons posé : quelle est la nature de la réflexion sur les concepts ainsi précisés, la réponse est maintenant facile. C'est l'élaboration théorique autonome de concepts et de catégories grâce auxquels on puisse formuler des hypothèses pour l'orientation de la recherche et des normes pour l'orientation de l'action politique; c'est donc la science de la politique. Gramsci fixe dans son *Machiavel* les contours de l'objet de cette science de la politique. Nous pouvons les résumer en trois points. Ce doit être avant tout l'étude des *conditions* qui permettent la formation de certaines volontés collectives, aux différents niveaux de rapports de forces où elles se manifestent (social, c'est-à-dire liées directement à la structure; politique, et politico-militaire), et dans les différentes combinaisons (horizontale, selon les activités économiques; verticale, c'est-à-dire géographique). En second lieu, l'étude des *modes* de constitution de la volonté collective (modes d'identification de l'individu au groupe, esprit de sacrifice, esprit de corps, sens d'appartenance à l'Etat, etc.). Enfin l'étude des règles de gouvernement, ou, d'une façon plus ample, l'étude du fonctionnement de l'Etat; par ce terme, il faut entendre « *l'ensemble d'activités pratiques et théoriques par lesquelles la classe dirigeante justifie et perpétue sa domination, et réussit en outre à obtenir l'adhésion active des gouvernants* (27) ». Le terme d'Etat recouvrant, dans cette acception, toute la société civile (les organisations dites privées, etc.) la science de la politique apparaît à Gramsci comme la science totale des phénomènes sociaux, qui englobe les autres sciences sociales, et en particulier la sociologie.

Cette conception unitaire et globale de la science politique semble en contradiction avec d'autres idées énoncées par Gramsci (fragmentaires du reste et peu développées) : il faudrait, dit-il, établir des distinctions entre les différents degrés de la superstructure, et sur cette base déterminer la position de l'activité politique (et de la science correspondante); celle-ci serait le premier degré, ou le premier élément de la superstructure, la phase de simple affirmation vo-

lontaire, indistincte et élémentaire (28). Mais cette esquisse de classification, qui pourrait, à la lumière d'autres passages, dont quelques-uns ont été mentionnés ici, faire penser à une distinction entre deux sciences sociales fondamentales — la science politique et l'économie — est immédiatement niée, de façon tout à fait dialectique, par l'affirmation que « *la politique est la vie tout entière et que par conséquent tout le système des superstructures peut être conçu comme des branches de la politique* (29) ».

Cette nécessité de globalité de la science politique est évidemment déterminée par son lien avec l'action politique, avec la pratique. Le lien entre théorie et pratique est identique chez Gramsci à ce qu'il est chez Marx. Mais un point particulier retient l'attention : « *le problème de l'identité de la théorie et de la pratique se pose particulièrement en certains moments historiques, dits de transition; les moments où le mouvement de transformation est le plus rapide, où les forces pratiques déchaînées ont besoin d'être justifiées pour être plus efficaces et prendre plus d'expansion* » : les moments de crise organique. En de tels moments, activité théorique et activité pratique tendent à s'identifier. On voit que cette tendance à l'identification est une *variable*, et qu'aux moments de stabilité organique, l'activité théorique tend à se séparer, donc à devenir spécifique. La théorie et la pratique demeurent identifiables, du point de vue philosophique, le problème de leurs rapports est posé en termes sociologiques, en tant que rapport entre deux types d'activité.

Mis à part quelques remarques que l'on peut glaner çà et là, la logique de la démarche de Gramsci dans les passages (dans le *Machiavel* par exemple) où il propose des concepts et des catégories, bases pour des hypothèses et des vérifications empiriques, mène à concevoir une science politique relativement autonome; conditionnée temporellement certes, mais — comme d'autres sciences — par une temporalité propre, différente de celle de la structure; ayant certes l'action pour fin ultime, mais plus ou moins immédiate.

Dans les années 50, en Italie, la doctrine de Gramsci avait plusieurs sens :

(27) *Machiavel*, 79.

(28) *Machiavel*, 11.

(29) *Ibid.*

refuge anti-dogmatique contre une éventuelle orthodoxie grossière de parti; base pour la revendication du rôle spécifique des intellectuels; stimulant pour la recherche cohérente de la tradition italienne; mais aussi prétexte pour ne pas se séparer trop brusquement de la structure méthodologique de Croce; réticence devant la méthodologie plus rigoureuse des sciences historiques et sociales, qui se développait alors à l'étranger; moyen d'éluider certains problèmes fondamentaux dans ce secteur.

La culture italienne des années 60 semble s'écarter sans secousses de cette lecture de Gramsci, sans réflexion critique particulière, seulement par désintérêt progressif. A ma connaissance, le seul qui en ait esquissé une analyse de fond est Louis Althusser (30). Il montre avec beaucoup de pénétration que l'historicisme de Gramsci va très au-delà de ce qu'on pourrait attribuer à Marx, car non seulement il élabore une théorie qui analyse son propre rôle idéologique (c'est l'originalité du marxisme, qui « *inclut le sens pratique de sa théorie dans sa théorie même* » (31); mais en-

core il va jusqu'à rendre idéologique, donc historiciste, la connaissance scientifique, qu'il lie, au moyen du *bloc historique*, aux évolutions de la structure. Comme dans tout historicisme absolu, la science devient science de l'histoire, la science de l'histoire dans l'histoire même. L'activité théorique tend alors à perdre toute spécificité, par se réduire à une pratique historique qui confond sans distinction, économie, politique, idéologie et science. Toutes les catégories se rencontrent et les différents niveaux se confondent.

La lecture de Gramsci que j'ai tentée ici se veut une contribution à la restitution de ce qui, chez Gramsci théoricien (et non seulement chercheur), échappe à une critique telle que celle d'Althusser; restitution d'une conceptualisation scientifique et systématique, qui distingue ses catégories et ses *niveaux*, au lieu de les confondre. Et cela, non pour sauvegarder un style national pour les sciences sociales d'aujourd'hui, mais pour voir ce qui, dans cette restitution, est transmissible et utilisable pour le travail actuel.

(30) Dans *Lire le Capital*, Paris, 1966, t. II, p. 82-106.

(31) *Op. cit.*, 86.

Université de Milan.